

No. 28258

**FRANCE
and
LAO PEOPLE'S
DEMOCRATIC REPUBLIC**

**Agreement concerning the mutual promotion and protection
of investments. Signed at Paris on 12 December 1989**

Authentic texts: French and Lao.

Registered by France on 31 July 1991.

**FRANCE
et
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
POPULAIRE LAO**

**Accord sur l'enconragement et la protection réciproques des
investissements. Signé à Paris le 12 décembre 1989**

Textes authentiques : français et lao.

Enregistré par la France le 31 juillet 1991.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao n-après dénommés "les Parties contractantes"

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français au Laos et lao en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays dans l'intérêt de leur développement économique.

Sont convenus des dispositions suivantes

ARTICLE 1

Pour l'application du présent accord

1. Le terme "investissement" désigne des avoirs tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et plus particulièrement mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues ;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique ;

d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, licences, marques déposées, modèles et maquettes industrielles), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle ;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

étant entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme de "nationaux" désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes,

3. Le terme de "sociétés" désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes

¹ Entré en vigueur le 8 mars 1991, soit un mois après la date de réception de la dernière des notifications (des 21 mars 1990 et 21 janvier 1991) par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures internes requises, conformément à l'article 12.

morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4 Le terme de "revenu" désigne toutes les sommes produites par un investissement, tels que bénéfices, redevances ou intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5 Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit International, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

ARTICLE 2

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

ARTICLE 3

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit ni en fait.

ARTICLE 4

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

ARTICLE 5

1 Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2 Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, calculé sur la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace de dépossession.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt agréé par les Parties contractantes.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

ARTICLE 6

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés, après exécution des obligations fiscales, le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'Article 1,
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés ;
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
- e) des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 3, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quantité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

ARTICLE 7

Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

ARTICLE 8

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est, autant que possible, réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965¹.

ARTICLE 9

Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 575, p. 159.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

ARTICLE 10

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard de nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

ARTICLE 11

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique :

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un Tribunal d'arbitrage :

3. Ledit Tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante en l'absence de tout accord applicable invite le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations-Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire Général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire Général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le Tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le Tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le Tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties.

ARTICLE 12

Chacune des Parties nonnera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans ; il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

Fait à Paris, le 12 décembre 1989
en deux exemplaires originaux, chacun
en langues française et lao les deux
textes faisant également loi.

Pour le Gouvernement
de la République Française :

[Signé]

PIERRE BÉRÉGOVOY
Ministre d'Etat,
Ministre de l'Economie, des Finances
et du Budget

Pour le Gouvernement
de la République Démocratique
Populaire Lao :

[Signé]

PHOUNE SIPRASEUTH
Vice-Président du Conseil des Ministres
Ministre des Affaires Etrangères

[LAO TEXT — TEXTE LAO]

ສັນຍາ

**ລະຫວ່າງສາທາລະນະລັດ ຝະຣັ່ງ ແລະ
ສາທາລະນະລັດ ປະຊາທິປະໄຕ ປະຊາຊົນລາວ ກ່ຽວກັບການສົ່ງເສີມ
ແລະ ການປົກປ້ອງ ການລົງທຶນ ຊຶ່ງກັນ ແລະກັນ**

ລັດຖະບານ ສາທາລະນະລັດ ຝະຣັ່ງ ແລະ ສາທາລະນະລັດ ປະຊາທິປະໄຕ
ປະຊາຊົນລາວ ຊຶ່ງຕໍ່ໄປນີ້ ຈະເອີ້ນວ່າ " ຄູ່ສັນຍາ ",

ໂດຍມີຈຸດປະສົງ ຢາກຮັດແໜ້ນ ການຮວມມື ເສດຖະກິດ ລະຫວ່າງສອງລັດ ແລະ
ຢາກສ້າງເງື່ອນໄຂ ອັນສະດວກ ໃຫ້ແກ່ການລົງທຶນ ຂອງ ຝະຣັ່ງໃນລາວ ແລະ ຂອງ ລາວ ໃບ
ຝະຣັ່ງ,

ໂດຍເຊື່ອວ່າ ການສົ່ງເສີມ ແລະ ການປົກປ້ອງ ການລົງທຶນນັ້ນ ແມ່ນເໝາະສົມ ເພື່ອ
ຊຸກຍູ້ການຖ່າຍທອດທຶນ ແລະ ເຕັກໂນໂລຊີ ລະຫວ່າງສອງປະເທດ, ເພື່ອພົບປະໂຫຍດ ຂອງ
ການພັດທະນາເສດຖະກິດ,

ໄດ້ຕົກລົງນັບຕາຂໍ້ກຳນົດ ດັ່ງຕໍ່ໄປນີ້ :

ມາດຕານ :

ເພື່ອການປະຕິບັດ ສັນຍາສະບັບນີ້ :

1. ຄຳວ່າ " ການລົງທຶນ " ບົ່ງບອກຊັບສິນ ເຊັ່ນ : ລົມມາຊັບ, ສິດທິ ແລະ
ພົນປະໂຫຍດ ທຸກໆຊະນິດ ແລະ ໂດຍສະເພາະ ບໍ່ພຽງແຕ່ເທົ່ານັ້ນ :

ກ)- ລົມມາຊັບ ທີ່ຍົກຍ້າຍໄດ້ ແລະ ຍົກຍ້າຍບໍ່ໄດ້ ກໍຄືສິດທິຕົວຈິງ ອື່ນໆ ເຊັ່ນ
ຊັບສິນຈຳນອງ, ເອກກະສິດ, ສິດທິເກັບໝາກຜົນ, ສິດຄ້າປະກັບ ແລະ ສິດອື່ນໆ ທີ່ຄ້າຍ
ຄືກັນ,

ຂ)- ຫຸ້ນ, ເບັງເພີ່ມຫຸ້ນ ແລະ ຮູບການປະກອບສ່ວນ ນັບທັງຫຸ້ນສ່ວນນ້ອຍ ຫລືວ່າ
ທາງອອມ ໃຫ້ແກ່ນິລິສັດ ທີ່ສ້າງຕັ້ງຢູ່ໃນດິນແດນ ຂອງຝ່າຍໃດຝ່າຍໜຶ່ງ ຂອງ ຄູ່ສັນຍາ,

ຄ)- ພັບທະບັດ, ໜັບສິນ ແລະ ສິດກູ້ຢືມ ທີ່ມີຄຸນຄ່າເສດຖະກິດ,

ງ) - ລິຂະສິດ, ກໍາມະສິດອຸດສາຫະກຳ (ເຊັ່ນ ໃບປະກາດການປະດິດສ້າງ, ໃບອະນຸຍາດ, ການສົນຄາ, ຕົວແບບ ແລະ ຫຸ້ນຈໍາລອງອຸດສາຫະກຳ), ວິທີການເຕັກນິກ, ຊຸ້ຂັ້ນທະບຽນ ແລະ ລູກຄ້າ,

ຈ) - ການສໍາປະທານ ທີ່ອະນຸຍາດ ຕາມກົດໝາຍ ຫລື ຕາມຂໍ້ຍຸກຍູ້, ໂດຍ ສະເພາະສໍາປະທານທີ່ກ່ຽວກັບ ການສໍາຫລວດ, ການເພາະປູກ, ການຂຸດຄົ້ນ ຄວາມອຸດົມຮັ່ງມີ ຂອງ ທໍ່ມະຊາດ ລວມທັງຄວາມອຸດົມຮັ່ງມີ ທີ່ມີຢູ່ໃນເຂດທະເລ ຂອງ ຄູ່ສັນຍາ,

ເປັນທີ່ເຂົ້າໃຈວ່າ ຊັບສິນນັ້ນ ຈະຕ້ອງຖືກ ຫລື ໄດ້ລົງທຶນ ຢ່າງຖືກຕ້ອງ ຕາມກົດໝາຍ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ພາຍໃນດິນແດນ ຫລື ໃນເຂດທະເລ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ຊຶ່ງໄດ້ມີການລົງທຶນກ່ອນ ຫລື ຫລັງພົບນັ້ງຄັບໃຊ້ ຂອງສັນຍາສະບັບນີ້.

ທຸກການປ່ຽນແປງ ຮຸນການລົງທຶນ ຂອງ ຊັບສິນ ຈະບໍ່ກະທົບ ຕໍ່ຄຸນນະພາບ ຂອງ ການລົງທຶນ, ຖ້າຫາກວ່າ ການປ່ຽນແປງນີ້ ບໍ່ຂັດກັບກົດໝາຍ ຂອງຝ່າຍສັນຍາ ໃນດິນ ແດນ ຫລື ໃນເຂດທະເລ ຊຶ່ງໄດ້ມີການປະຕິບັດ ການລົງທຶນ.

2. ຄຳວ່າ " ບຸກຄົນສັນຊາດ " ບົ່ງນອກ ບຸກຄົນ ທີ່ມີ ສັນຊາດ ຂອງປະເທດ ຄູ່ສັນຍາ.

3. ຄຳວ່າ " ບໍລິສັດ " ບົ່ງນອກ ທຸກບໍລິບຸກຄົນ ທີ່ຖືກສ້າງຂຶ້ນ ໃນດິນແດນຂອງ ຝ່າຍນຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ, ໂດຍສອດຄ່ອງ ກັບລະບຽບກົດໝາຍ ຂອງຝ່າຍດັ່ງກ່າວ ແລະ ມີສໍານັກ ງານສັງຄົມ, ຫລື ຖືກຄວມຄຸມທາງກົງ ຫລື ຫາງອອມ ຈາກບຸກຄົນສັນຊາດ ຝ່າຍນຶ່ງ ຂອງ ຄູ່ສັນຍາ, ຫລື ຈາກບໍລິບຸກຄົນ ທີ່ມີ ສໍານັກງານສັງຄົມ ຢູ່ໃນດິນແດນ ຂອງຝ່າຍນຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ແລະ ຖືກສ້າງຕັ້ງຂຶ້ນ ໂດຍສອດຄ່ອງ ກັບກົດໝາຍຝ່າຍນັ້ນ.

4. ຄຳວ່າ " ລາຍໄດ້ " ບົ່ງນອກ ທຸກຍອດຈໍານວນເງິນ ທີ່ເປັນພົນພະລິດ ຂອງການ ລົງທຶນ, ເຊັ່ນ ກໍາໄລ, ຄ່າໂດດຕາງ ຫລື ດອກເບ້ຍ ໃນໄລຍະເວລາໃດນຶ່ງ.

ລາຍໄດ້ຈາກການລົງທຶນ ແລະ ໃນກໍລະນີມີການລົງທຶນຄືນໄໝ້, ລາຍໄດ້ຈາກການ ລົງທຶນໄໝ້ນັ້ນ ຈະໄດ້ຮັບການປົກປ້ອງ ເຊັ່ນດຽວກັນ ກັບ ລາຍໄດ້ຈາກການລົງທຶນ.

5. ສັນຍາສະບັບນີ້ ນໍາໃຊ້ ຂອງແຕ່ລະຝ່າຍ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ແລະ ໃນເຂດທະເລ ຂອງ ແຕ່ລະຝ່າຍ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ເຊິ່ງຮຽກດັງຕໍ່ໄປນີ້ວ່າ ເຂດເສດຖະກິດ ແລະ ໄລ່ທະວີບທີ່ຂະຫຍາຍ ອອກ ກາຍຂອນເຂດ ຂອງນາມນັ້ນ ຂອງແຕ່ລະຝ່າຍ ຂອງ ຄູ່ສັນຍາ ແລະ ຢູ່ໃນນັ້ນ ແຕ່ລະຝ່າຍ ຂອງ ຄູ່ສັນຍາ ມີສິດອະທິປະໄຕ ຫລື ມີອໍານາດກົດໝາຍ ເພື່ອການສໍາຫລວດ, ການຂຸດຄົ້ນ ແລະ ການປົກປັກຮັກສາ ຊັບພະຍາກອນ ທໍ່ມະຊາດ ໂດຍສອດຄ່ອງ ກັບກົດໝາຍສາກົນ.

ມາດຕາ 2 :

ທຸກຝ່າຍ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ເຫັນພ້ອມ ແລະ ສົງເສີມ ການລົງທຶນ ຂອງ ບຸກຄົນສັບຊາດ ແລະ ຂອງບໍລິສັດ ອີກຝ່າຍນຶ່ງ ຢູ່ໃນດິນແດນ ແລະ ໃບເຂດທະເລ ຂອງຕົນ ໃນຂອບເຂດ ຂອງ ກົດໝາຍ ແລະ ຂໍ້ກຳນົດຂອງ ສັນຍາສະບັບນີ້.

ມາດຕາ 3 :

ຢູ່ໃນດິນແດນ ແລະ ເຂດທະເລຂອງຕົນ, ທຸກຝ່າຍຂອງຄູ່ສັນຍາ ໃຫ້ຄຳເໝັ້ນສັນຍາ ຮັບປະກັນ ການປະຕິບັດທີ່ທຽງທ່າ ແລະ ສະເໝີພາບ ຕໍ່ການລົງທຶນຂອງບຸກ ຄົນສັບຊາດ ແລະ ຂອງບໍລິສັດ ຂອງອີກຝ່າຍນຶ່ງ ໂດຍສອດຄ່ອງ ກັບຫຼັກການ ຂອງ ກົດໝາຍສາກົນ ແລະ ຈະເອົອຳນວຍ ເຮັດໃຫ້ການປະຕິບັດ ສິດທິທີ່ຖືກຮັບຮອງ ຈະບໍ່ຖືກກົດຂວາງ ທັງໃບດ້ານ ກົດໝາຍ ແລະ ໃນດ້ານກາຍປະຕິບັດ.

ມາດຕາ 4 :

ທຸກຝ່າຍ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ຈະດຳເນີນ ໃນດິນແດນ ແລະ ໃນເຂດທະເລ ຂອງ ຕົນ, ຕໍ່ບຸກຄົນສັບຊາດ ແລະ ບໍລິສັດ ຂອງອີກຝ່າຍນຶ່ງ ກ່ຽວກັບກາຍລົງທຶນ ແລະ ກິດຈະການ ທີ່ພົວພັນເຖິງການລົງທຶນ, ການປະຕິບັດ ທີ່ບໍ່ສຸດລະດັບ ກວ່າການປະຕິບັດ ຕໍ່ບຸກຄົນສັບ ຊາດ ຫລື ບໍລິສັດ ໃນຊາດຕົນ ຫລື ການປະຕິບັດຕໍ່ ບຸກຄົນສັບຊາດ ຫລື ບໍລິສັດ ຂອງ ປະເທດ ທີ່ໄດ້ຮັບສິດທິອັບສຽງສຸດ ຖ້າຫາກວ່າ ການປະຕິບັດນີ້ ຫາກມີພົນດີກວ່າ. ໃນຖານະ ດັ່ງກ່າວ, ບຸກຄົນສັບຊາດ ທີ່ຖືກອະນຸຍາດ ໃຫ້ເຮັດວຽກ ໃນດິນແດນ ແລະ ໃນເຂດທະເລ ຂອງ ຝ່າຍໃດຝ່າຍນຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ແມ່ນຕ້ອງມີສິດ ໄດ້ຮັບຄວາມສະດວກ ດ້ານວັດຖຸ ທີ່ເໝາະ ສົມ ກັບການປະຕິບັດ ກິດຈະການອາຊີບ ຂອງຕົນ.

ເຖິງຢ່າງໃດກໍຕາມ, ການປະຕິບັດດັ່ງກ່າວ ບໍ່ຂະຫຍາຍໄປເຖິງ ສິດທິພິເສດ ຊຶ່ງຝ່າຍນຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ໄດ້ອະນຸຍາດໃຫ້ບຸກຄົນສັບຊາດ ຫລື ຂອງບໍລິສັດປະເທດທີສາມ, ເບື້ອງຈາກ ການເຂົ້າຮ່ວມ ຫລືການເປັນສະມາຄົມ ຂອງຝ່າຍນັ້ນ ໃນເຂດແລກປ່ຽນເສລີ, ສຳພັນພາສີ ແລະ ຄະລາດຮວມ ຫລື ໃນຮູບກາຍຈັດຕັ້ງເສດຖະກິດ ຂອງຂົງເຂດອື່ນໆ.

ມາດຕາ 5 :

1. ການລົງທຶນ ຂອງບຸກຄົນສັບຊາດ ຫລື ຂອງບໍລິສັດ ຂອງຝ່າຍໃດ ຝ່າຍນຶ່ງ ຂອງຄູ່ ສັນຍາ ແມ່ນໄດ້ຮັບຄວາມສະດວກ ໃນການປົກປ້ອງ ແລະ ຄວາມປອດໄພ ຢ່າງເຕັມສວນ ແລະ ຄົບຖ້ວນ ໃນດິນແດນ ແລະ ໃບເຂດທະເລ ຂອງອີກຝ່າຍນຶ່ງ.

2. ຄູ່ສັນຍາ ຈະນໍາເອົາມາດຕະການຍືດຊັບ ຫລື ຍືດເປັນຂອງລັດ ຫລື ມາດຕະການ ອື່ນໆ ຊຶ່ງຜົບສະຫອນ ເຖິງການລົບລ້າງ ກໍາມະສິດທາງກົງ ຫລື ທາງອອມ, ຂອງ ບຸກຄົນສັບ ຊາດ ຫລື ຂອງບໍລິສັດ ທີ່ລົງທຶນ ຂອງອີກຝ່າຍນຶ່ງ ໃບດິນແດນ ແລະ ໃບ ເຂດທະເລ, ຫາກວ່າ ບໍ່ແມ່ນສາເຫດ ຜົນປະໂຫຍດ ສາທາລະນະ ແລະ ໃນເງື່ອນໄຂ ທີ່ບໍ່ຈໍາແນກ, ບໍ່ກົງກັນຂ້າມ ກັບການຜູກພັນສະເພາະ.

ມາດຕະການລົບລ້າງ ກໍາມະສິດໃດນຶ່ງ ທີ່ເກີດຂຶ້ນ ຈະຕ້ອງໃຫ້ມີການທົດແທນ ຄ່າເສງ ຫາຍ ໂດຍໄວ ແລະ ເໝາະສົມ ຊຶ່ງຄິດໄລ່ ບົນບັນຖານຄົວຈິງ ຂອງການລົງທຶນ ທີ່ກ່ຽວຂ້ອງ, ຕ້ອງຄິດລາຄາ ຢ່າງກ່ຽວພັນກັບ ສະພາບເສດຖະກິດ ທີ່ເປັນປົກກະຕິ ກ່ອນໜ້າ ທຸກການຂົ່ມຂູ່ ແຫ່ງການລົບລ້າງ ກໍາມະສິດ.

ຄ່າທົດແທນດັ່ງກ່າວ, ມູນຄ່າ ແລະ ແບບວິທີກາຍຈ່າຍ ແມ່ນກໍານົດ ຢ່າງຊໍາສຸດ ໃສ່ມີ ລົບລ້າງກໍາມະສິດນັ້ນ. ຄ່າທົດແທນດັ່ງກ່າວ ແມ່ນໃຫ້ປະຕິບັດໄດ້ ຢ່າງແທ້ຈິງ ສໍາລະ ໂດຍບໍ່ມີ ການຊັກຊໍາ ແລະ ຍົກຍາຍໄດ້ ຢ່າງເສລີ. ຄ່າທົດແທນດັ່ງກ່າວ ສ້າງອອກເບື້ອງ ຈົນຮອດມີສໍາລະ ຊຶ່ງຄິດໄລ່ຕາມອັດຕາອອກເບື້ອງ ທີ່ ຄູ່ສັນຍາ ໄດ້ເຫັນດີຮັບເອົາ ຈົນຮອດມີເບີກຈ່າຍ.

3. ບຸກຄົນສັບຊາດ ຫລື ຂອງບໍລິສັດ ຂອງຝ່າຍນຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ຊຶ່ງການລົງທຶນ ໄດ້ຮັບການເສງຫາຍ ອັນເນື່ອງມາຈາກສົງຄາມ ຫລື ການປະທະກັນທາງທະຫານ, ການປະຕິ ວັດ, ສະພາບການສຸກເສີນ ລະດັບຊາດ ຫລື ການລຸກຮຸ້ນຂຶ້ນ ໃນດິນແດນ ຫລື ໃນເຂດທະເລ ຂອງອີກຝ່າຍນຶ່ງ ແມ່ນຈະໄດ້ຮັບ ການປະຕິບັດ ຈາກອີກຝ່າຍນຶ່ງ ໂດຍບໍ່ ຫລຸດກວ່າ ທີ່ໄດ້ ປະ ຕິບັດ ຕໍ່ບຸກຄົນສັບຊາດ ຫລື ຕໍ່ບໍລິສັດ ຂອງປະເທດ ທີ່ໄດ້ຮັບ ສິດສູງສຸດ.

ມາດຕາ 8 :

ທຸກຝ່າຍ ຂອງຄູ່ສັນຍາ, ໃນດິນແດນ ຫລື ເຂດທະເລ ທີ່ມີ ການລົງທຶນຂອງ ບຸກ ຄົນສັບຊາດ ຫລື ບໍລິສັດ ຂອງອີກຝ່າຍນຶ່ງ, ອະນຸມັດ ໃຫ້ແກ່ບຸກຄົນສັບຊາດ ຫລື ບໍລິສັດ ບັ້ນ ມາຍຫລັງໄດ້ປະຕິບັດ ມັນທະນາສີອາກອນ ທໍາການສົ່ງອອກໄດ້ ຢ່າງເສລີ :

- ກ)- ດອກເບື້ອງ, ສວນແບ່ງ, ກໍາໄລ ແລະ ລາຍໄດ້ອື່ນໆ;
- ຂ)- ຄ່າຕ່າງໆ ທີ່ໄດ້ມາ ນາມມະທໍາ ທີ່ບັງໃວ້ໃນວັກ 1, ອັກສອນ ງ ແລະ ຈ ຂອງ

ມາດຕາ 1,

- ຄ)- ການສໍາລະ ເພື່ອທົດແທນເງິນກູ້ຢືມ ທີ່ມີຂໍ້ຜູກພັນ ຢ່າງຖືກຕ້ອງ;
- ງ)- ຜົນໄດ້ຈາກການຢູ່ເຊົາ ຫລື ການລົບລ້າງທັງໝົດ ຫລື ສວນໃດ ສວນນຶ່ງ ຂອງ ການລົງທຶນ, ລວມທັງມູນຄ່າເພີ່ມຂອງທຶນໄດ້ລົງ;

ຈ) - ຄຳທົດແທນ ໃນການລົບລ້າງກຳມະສິດ ຫລືການສຽງຫາຍ ທີ່ໄດ້ບັງ ໄວ້ໃນ ມາດຕາ 6, ວັກ 2 ແລະ 3 ຂ້າງເທິງນີ້.

ບຸກຄົນສັນຊາດ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ທີ່ໄດ້ຮັບອະນຸຍາດ ໃຫ້ເຮັດວຽກ ໃນດິນ ແດບ ຫລື ໃນເຂດທະເລ ຂອງອີກຝ່າຍໜຶ່ງ, ໃນບາມການລົງທຶນ ທີ່ຖືກຮັບ ຮອງເອົາ, ແມ່ນໄດ້ ອະນຸຍາດໃຫ້ສົ່ງ ສວ່ນທີ່ເໝາະສົມ ຂອງເງິນເດືອນໄປຍັງປະເທດ ຂອງຕົນ.

ການສົ່ງເງິນ ທີ່ໄດ້ລະບຸໄວ້ ໃນວັກກອນນີ້ ແມ່ນໃຫ້ປະຕິບັດ ຢ່າງບໍ່ຊັກຊ້າ ຕາມອັດຕາ ແລກປ່ຽນປົກກະຕິ ຂອງທາງການ ທີ່ປະຕິບັດໃນມື້ໂອນເງິນ.

ມາດຕາ 7 :

ໃບກໍລະນີ ທີ່ລະບຽບການຂອງຝ່າຍໃດຝ່າຍໜຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ຫາກຄາດຄະເນ ໃຫ້ມີການ ຮັບປະກັນ ໃນການລົງທຶນ ຢູ່ຕ່າງປະເທດ, ການຕັ້ງປະກັນດັ່ງກ່າວ ອາດຈະ ອະນຸມັດໃຫ້ແກ່ການລົງທຶນ ຂອງບຸກຄົນສັນຊາດ ຫລື ບໍລິສັດ ຂອງຝ່າຍຕົນ ຢູ່ໃນດິນແດນ ຫລື ໃນເຂດທະເລ ຂອງ ອີກຝ່າຍໜຶ່ງ ໃນຂອບເຂດຂອງກາບນິຈາລະນາ ຕາມແຕ່ກໍລະນີ.

ການລົງທຶນ ຂອງບຸກຄົນສັນຊາດ ຫລື ບໍລິສັດ ຂອງຝ່າຍໜຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ຢູ່ໃນດິນ ແດບ ຫລື ໃນເຂດທະເລ ຂອງອີກຝ່າຍໜຶ່ງ ແມ່ນບໍ່ສາມາດໄດ້ຮັບການຕັ້ງປະກັນ ທີ່ໄດ້ບັງໄວ້ ຢູ່ໃນວັກເທິງນີ້ ນອກຈາກວ່າ ຈະໄດ້ຮັບການຕົກລົງລວງໜ້າ ຂອງ ອີກຝ່າຍໜຶ່ງ.

ມາດຕາ 8 :

ທຸກຂໍ້ຂັດແຍ້ງ ກ່ຽວກັບການລົງທຶນ ລະຫວ່າງຝ່າຍໜຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ກັບບຸກ ຄົນສັນ ຊາດໜຶ່ງ ຫລື ບໍລິສັດໜຶ່ງ ຂອງອີກຝ່າຍໜຶ່ງ ແມ່ນໃຫ້ແກ້ໄຂ ຢ່າງປະນີປະນອມ ລະຫວ່າງສອງ ຝ່າຍ ທີ່ກ່ຽວຂ້ອງ.

ຖ້າຫາກວ່າ ຂໍ້ຂັດແຍ້ງດັ່ງກ່າວ ບໍ່ສາມາດແກ້ໄຂໄດ້ ພາຍໃນກຳນົດຫົກເດືອນ ມັ້ນແຕ່ ເວລາ ທີ່ຝ່າຍໃດຝ່າຍໜຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ໄດ້ຍົກຂໍ້ຂັດແຍ້ງຂຶ້ນ ຈະຖືກສະເໜີ ໂດຍຝ່າຍໃດ ຝ່າຍ ໜຶ່ງ ເຮັດຄຳຮ້ອງ ສະເໜີຕໍ່ການໂກ່ແກ່ງ ຂອງສູນກາງສາກົນ ເພື່ອກາບແກ້ໄຂບັບຫາ ທີ່ກ່ຽວຂ້ອງ ກັບການລົງທຶນ (C.I.R.D.I) ຊຶ່ງສ້າງຕັ້ງຂຶ້ນມາ ຕາມສົນທິສັນຍາ ເພື່ອກາບແກ້ໄຂ ຂໍ້ຂັດແຍ້ງ ກ່ຽວກັບການລົງທຶນ ລະຫວ່າງລັດ ແລະ ບຸກຄົນຂອງລັດອື່ນ, ທີ່ໄດ້ລົງລາຍເຊັນ ທີ່ ວໍຊິງຕັນ, ວັບທີ 16 ມີນາ 1965.

ມາດຕາ 9 :

ຖ້າຫາກຝ່າຍໃດຝ່າຍໜຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ, ໂດຍອີງຕາມການຕັດປະກັນ ອັນໃດອັນໃດໜຶ່ງ ສໍາລັບການລົງທຶນ ທີ່ປະຕິບັດ ໃນດິນແດນ ຫລື ໃນເຂດທະເລ ຂອງອີກຝ່າຍໜຶ່ງ ທີ່ການສໍາລະໃຫ້ ບຸກຄົນສັນຊາດຜູ້ໜຶ່ງ ຫລື ໃຫ້ບໍລິສັດໜຶ່ງ ຂອງຕົນ, ຝ່າຍດັ່ງກ່າວ ແມ່ນໃບຕົວຈິງ ເຮັດສິດທິ ໜ້າທີ່ ແລະ ການກະທໍາແທບ ບຸກຄົນສັນຊາດ ຫລື ບໍລິສັດນີ້.

ການສໍາລະດັ່ງກ່າວ ແມ່ນບໍ່ແຕະຕອງເຖິງສິດທິ ຂອງຜູ້ໃດຮັບປະໂຫຍດ ຈາກການຕັດປະກັນ ເພື່ອສະເໜີຄະດີ ຕໍ່ອົງການ ຊຽກດີ (C.I.R.D.I.) ຫລື ເພື່ອດໍາເນີນກາບກະທໍາ ຕໍ່ອົງກາບດັ່ງກ່າວ ຈົບກວ່າຈະບັບລຸບົນສໍາເລັດ ຂອງລະບຽບການ.

ມາດຕາ 10 :

ການລົງທຶນ ທີ່ກ່ຽວກັບຊື່ບູກຄົນສະເພາະ ຂອງຝ່າຍໜຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ກັບ ບຸກຄົນສັນຊາດ ຫລື ບໍລິສັດ ຂອງອີກຝ່າຍໜຶ່ງອີກນັ້ນ ແມ່ນຖືກກໍານົດດ້ວຍຂໍ້ຄວາມ ຂອງ ຊື່ບູກຄົນ ທີ່ມີເບື້ອງໃບດີກວ່າ ຊື່ບູກຄົນສະບັບນີ້, ໂດຍບໍ່ໃຫ້ແຕະຕອງຂໍ້ກໍານົດ ຂອງຂໍ້ໃນສັນຍາສະບັບ ນີ້.

ມາດຕາ 11 :

1. ຂໍ້ຂັດແຍ້ງ ກ່ຽວກັບການຕີຄວາມໝາຍ ຫລື ກາບປະຕິບັດສັນຍາ ສະບັບນີ້ ຈະໄດ້ຮັບການແກ້ໄຂ, ຖ້າເປັນໄປໄດ້ ດ້ວຍວິທີທາງການສູດາ,
2. ຖ້າຫາກວ່າຂໍ້ຂັດແຍ້ງ ບໍ່ໄດ້ຮັບການແກ້ໄຂ ພາຍໃນກໍານົດຫົກເດືອນ ນັບແຕ່ຝ່າຍໃດ ຝ່າຍໜຶ່ງຍົກຂຶ້ນ, ຂໍ້ຂັດແຍ້ງດັ່ງກ່າວ ຈະຖືກຍົກຂຶ້ນສາບ ໄກ່ເກ່ງ ຕາມຄໍາຮອງຂໍ ຂອງຝ່າຍໜຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ,
3. ສາມດັ່ງກ່າວ ຈະຖືກສ້າງຕັ້ງຂຶ້ນ ສະເພາະແຕ່ກໍລະນີບິເສດ ຕາມວິທີການ ຕໍ່ໄປນີ້ :
 ແຕ່ລະຝ່າຍ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ແຕ່ງຕັ້ງກໍາມະກາບ ບຶ່ງຄົນ ແລະ ກໍາມະກາບທັງສອງ ຄົນນີ້ ໂດຍລົງຄໍາເຫັນເປັນເອກກະພາບກັນ ແຕ່ງຕັ້ງບຸກຄົນປະເທດທີສາມ ເພື່ອເປັນປະທານ. ກໍາມະກາບຕ້ອງຖືກແຕ່ງຕັ້ງຂຶ້ນ ພາຍໃນກໍານົດສອງເດືອນ ນັບຕັ້ງແຕ່ຝ່າຍໜຶ່ງ ຂອງ ຄູ່ສັນຍາ ແຈ້ງໃຫ້ອີກຝ່າຍໜຶ່ງ ຊາບ ເຖິງຈຸດປະສົງ ຂອງຕົນທີ່ຢາກສະເໜີ ຂໍ້ຂັດແຍ້ງ ເຖິງສາມໄກ່ເກ່ງ.

4. ຖ້າຫາກວ່າ ກຳນົດເວລາ ທີ່ລະບຸໃວ້ໃນວັກ 3 ຂ້າງເທິງນີ້ ບໍ່ໄດ້ຮັບການ ປະຕິບັດ ຍ້ອນບໍ່ມີບັນລຸ ການຕົກລົງກັນໄດ້ ກ່ຽວກັບການແຕ່ງຕັ້ງ ດັ່ງກ່າວ, ຝ່າຍໃດ ຝ່າຍໜຶ່ງ ຂອງ ຄູ່ສັນຍາ ສາມາດເຊື່ອເຊີນ ເລຂາທິການໃຫຍ່ ອົງການສະຫະປະຊາຊາດ ເພື່ອດຳເນີນການ ແຕ່ງຕັ້ງ ທີ່ຕ້ອງການນັ້ນ. ຖ້າຫາກວ່າ ເລຂາທິການໃຫຍ່ ເປັນຄົນສັນຊາດ ຂອງຝ່າຍໃດ ຝ່າຍໜຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ຫລື ຕິດຂັດຍ້ອນເຫດພົນໃດໜຶ່ງ ແມ່ນຂອງເລຂາທິການໃຫຍ່ ຜູ້ອາວຸໂສກວາໝູ່ ແລະ ບໍ່ມີສັນຊາດ ຂອງຝ່າຍໃດຝ່າຍໜຶ່ງ ຂອງ ຄູ່ສັນຍາ ເປັນຜູ້ດຳເນີນການ ແຕ່ງຕັ້ງ ທີ່ຕ້ອງການ ດັ່ງກ່າວ.

5. ສາມໂກ່ແກ່ງໃຫ້ຄຳຕັດສິນ ຕາມສຽງສວຍຫລາຍ. ຄຳຕັດສິນ ດັ່ງກ່າວແມ່ນ ຂາດຕົວ ຊຶ່ງຫຼາກຝ່າຍ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ນຳເອົາໄປປະຕິບັດໄດ້ ຢ່າງເຕັມສົດ.

ສາມດັ່ງກ່າວ ກຳນົດລະບຽບການ ຂອງຕົນເອົາເອງ, ຕິດວາມໝາຍ ຄຳຕັດສິນ ຕາມຄຳຮອງ ຂອງຝ່າຍໃດຝ່າຍໜຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ຫາກສາມບໍ່ກຳນົດຢ່າງອື່ນ ໂດຍ ອີງໃສ່ສະ ມາບສະເພາະ, ຄຳສັ່ນເປືອງ ຂອງການດຳເນີນການໂກ່ແກ່ງ ລວມທັງຄຳປະຈຳການ ຂອງຜູ້ ປຶກສາສາບັ້ນ ແມ່ນແນ່ງປັບ ຢ່າງເທົ່າທຽມກັບ ລະຫວ່າງ ຄູ່ສັນຍາ.

ມາດຕາ 12 :

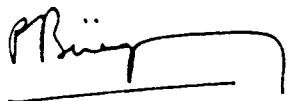
ຫຼາກຝ່າຍ ຂອງຄູ່ສັນຍາຕ້ອງແຈ້ງໃຫ້ຄູ່ສັນຍາຊາຍ ເຖິງພົນສຳເລັດ ກ່ຽວກັບ ການດຳ ເນີນລະບຽບການບາຍໃບ ອັບຈຳເປັນ ທີ່ກ່ຽວຂ້ອງ, ເພື່ອເຮັດໃຫ້ສັນຍາ ສະບັບນີ້ ມີພົນ ບັງຄັບໃຊ້ ສັກສິດ ບັງເດືອນ ພາຍຫລັງໄດ້ຮັບແຈ້ງການ ຂອງອີກຝ່າຍໜຶ່ງ.

ສັນຍາສະບັບນີ້ ມີອາຍຸເນື່ອງຕົ້ນ 10 ປີ, ມັນຈະມີພົນບັງຄັບໃຊ້ ພາຍຫລັງກຳນົດນີ້, ນອກຈາກວ່າ ຝ່າຍໃດຝ່າຍໜຶ່ງ ຂອງຄູ່ສັນຍາ ຈະຍົກເລີກ ໂດຍເຮັດແຈ້ງການ ຫາງການຫຼຸດ ລວງ ໜ້າ ເປັນເວລາໜຶ່ງປີ.

ພາຍຫລັງສັນຍາສະບັບນີ້ ໝົດອາຍຸ, ການລົງທຶນ ທີ່ໄດ້ປະຕິບັດ ໃນໄລຍະທີ່ ສັນຍາ ມີພົນບັງຄັບໃຊ້ຢູ່ນັ້ນ ຈະສືບຕໍ່ໄດ້ຮັບການປົກປ້ອງ ຕາມເນື້ອໃນ ຂອງສັນຍາ ໃນກຳນົດເວ ລາເນີ້ມເຕີມອີກຊາວປີ.

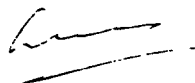
ທ່າທີ່ ປາຣີ, ວັນທີ 12 ທັນວາ 1989 ເປັນສອງສະບັບ ແຕ່ລະສະບັບເປັນພາສາຝຣັ່ງ
ແລະ ພາສາລາວ. ເນື້ອໃນທັງສອງສະບັບມີຄວາມເຊື່ອຖືໄດ້ເທົ່າທຽມກັນ.

ຕາງໜ້າ ລັດຖະບານ
ສາທາລະນະລັດ ຝຣັ່ງ



ປີແອເຣີ ເບຣີໂກວິວ
ລັດຖະມົນຕີແຫ່ງລັດ
ລັດຖະມົນຕີກະຊວງເສດຖະກິດ
ການເງິນ ແລະ ງົບປະມານ

ຕາງໜ້າ ລັດຖະບານ
ສາທາລະນະລັດ ປະຊາທິປະໄຕ
ປະຊາຊົນລາວ



ບູນ ສິປຮະເສີດ
ຮອງປະທານສະພາລັດຖະມົນຕີ
ລັດຖະມົນຕີ ກະຊວງການຕ່າງປະເທດ

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE LAO PEOPLE'S
DEMOCRATIC REPUBLIC CONCERNING THE MUTUAL PRO-
MOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Lao People's Democratic Republic, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to reinforce economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Laos and Lao investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

Article 1

For the purposes of this Agreement:

1. The term "investment" shall apply to assets such as property, rights and interests of any category, and particularly but not exclusively, to:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, albeit minority or indirect, in companies constituted in the territory of either Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Copyrights, industrial property rights (such as patents for inventions, licences, registered trade marks, industrial models and designs), technical processes, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions for prospecting, cultivating, mining or developing natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties;

It being understood that the said assets shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made, before or after the entry into force of this Agreement.

Any change in the form in which assets are invested shall not affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

¹ Came into force on 8 March 1991, i.e., one month after the date of receipt of the last of the notifications (of 21 March 1990 and 21 January 1991) by which the Parties had informed each other of the completion of the required internal procedures, in accordance with article 12.

2. The term “nationals” shall apply to individuals having the nationality of either Contracting Party.

3. The term “companies” shall apply to any body corporate constituted in the territory of either Contracting Party in accordance with its legislation and having its registered office there or controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with that Party’s legislation.

4. The term “income” shall mean all the amounts yielded by an investment, such as profits, royalties or interest, during a given period.

Income from an investment and, in the event of reinvestment, income from its reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall be applicable in the territory of each Contracting Party and to the maritime zone of each Contracting Party, hereinafter defined as the economic zone and continental shelf which extends beyond the limit of the territorial waters of each Contracting Party and over which they exercise, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction for the purposes of prospecting, developing and preserving national resources.

Article 2

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zone by nationals and companies of the other Party.

Article 3

Each Contracting Party shall undertake to accord in its territory and maritime zone just and equitable treatment, in accordance with the principles of international law, to the investments of nationals and companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either *de jure* or *de facto*.

Article 4

Each Contracting Party shall accord in its territory and maritime zone to nationals or companies of the other Party, in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment which is no less favourable than that accorded to its nationals or companies, or the treatment accorded to nationals or companies of the most favoured nation, if the latter is more advantageous. For this purpose, nationals who are authorized to work in the territory and maritime zone of either Contracting Party shall be entitled to enjoy the material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges which may be extended by a Contracting Party to the nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free-trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

Article 5

1. Investments made by nationals or companies of one Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. The Contracting Parties shall not take any expropriation or nationalization measures or any other measures which could cause nationals and companies of the other Party to be dispossessed, directly or indirectly, of the investments belonging to them in their territory and maritime zone, except for reasons of public necessity and on condition that these measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which, calculated in accordance with the real value of the investments in question, shall be assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of dispossession.

Such compensation, its amount and methods of payment shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated on the basis of a rate of interest to be agreed by the Contracting Parties.

3. Nationals or companies of either Contracting Party whose investments have suffered losses as a result of a war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment which is no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most favoured nation.

Article 6

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to the said nationals or companies, after they have met their fiscal obligations, freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article 1, subparagraphs 1 (d) and 1 (e);
- (c) Payments made towards the repayment of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the transfer or complete or partial liquidation of the investment, including appreciation in the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 5, paragraphs 2 and 3, above.

Nationals of each Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate proportion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay at the regular official rate of exchange applicable on the date of transfer.

Article 7

In so far as the regulations of one Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case

review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zone of the other Party.

The guarantee referred to in the preceding paragraph shall not be available for investments by nationals and companies of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Party unless the investments have been granted prior approval by the latter Party.

Article 8

Any dispute relating to investments between one Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall, as far as possible, be settled amicably between the two parties concerned.

If any such dispute cannot be so settled within six months of the time when a claim is made by one of the parties to the dispute, the dispute shall, at the request of either party, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States, signed at Washington on 18 March 1965.¹

Article 9

When one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment in the territory or maritime zone of the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby enter into the rights and shares of the said national or company.

Such payments shall be without prejudice to the rights of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID or to pursue actions brought before that body until the procedure has been completed.

Article 10

Investments which have been the subject of a specific undertaking by one Contracting Party *vis-à-vis* nationals or companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, in so far as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 11

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. If a dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one of the Contracting Parties, it shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The said tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows:

Each Contracting Party shall designate one member, and the two said members shall, by agreement, designate a national of a third State, who shall be appointed Chairman by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 575, p. 159.

4. If the time-limits established in paragraph 3 above are not observed, one Contracting Party shall, in the absence of any applicable agreement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from exercising that function, the Assistant Secretary-General next in seniority shall, provided that he is not a national of either Contracting Party, make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its judgment at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking particular circumstances into consideration, costs of the arbitration, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the Parties.

Article 12

Each Party shall notify the other Party of the completion of the respective internal procedures required by it for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of the receipt of the last such notification.

This Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of denunciation is given through the diplomatic channel by either Party.

Upon the expiry of the validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 20 years.

DONE at Paris on 12 December 1989, in two original copies, each in French and Lao, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

[Signed]

PIERRE BÉRÉGOVOY
Minister of State

Minister of Economy,
Finance and Budget

For the Government
of the Lao People's
Democratic Republic:

[Signed]

PHOUNE SIPRASEUTH
Vice-President of the Council
of Ministers
Minister for Foreign Affairs

